

LOIS

LOI portant création d'un commissariat au chômage des jeunes.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1^{er}. — En vue de l'application des dispositions prévues à l'article 1^{er} de la loi du 28 novembre 1940, il est institué à titre temporaire auprès du secrétariat général à la jeunesse un commissariat au chômage des jeunes.

Ce service a pour mission d'aider et de contrôler, au point de vue administratif, financier et technique, les organismes créés conformément aux directives du secrétaire général à la jeunesse pour lutter contre le chômage des jeunes de quatorze à vingt et un ans, en assurant leur formation professionnelle et leur éducation physique et civique.

Art. 2. — La direction du commissariat au chômage des jeunes est assurée, sous l'autorité du secrétaire général à la jeunesse, par un commissaire au chômage des jeunes, assisté de deux commissaires adjoints et de vingt-deux commissaires régionaux placés sous l'autorité des délégués régionaux de la jeunesse.

Art. 3. — La délimitation de la France en régions sera faite par un arrêté ministériel.

Art. 4. — Le commissaire au chômage des jeunes, les commissaires adjoints et les commissaires régionaux seront pris sur titres et nommés par arrêté du ministre secrétaire d'Etat à la présidence du conseil.

Art. 5. — Les règles et modalités de fonctionnement du commissariat au chômage des jeunes seront fixées par arrêté concerté du ministre secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et du ministre secrétaire d'Etat aux finances.

Art. 6. — Le présent acte sera publié au Journal officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 9 décembre 1940.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le ministre secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
PAUL BAUDOUIN.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
YVES BOUTHILLIER.

LOI portant création de l'office français d'information.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1^{er}. — Il est créé, sous le nom d'office français d'information (O. F. I.) un établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, ayant pour objet de recueillir, en France, dans les colonies, pays sous mandat et à l'étranger, les éléments divers d'information, de les diffuser dans les mêmes pays et d'exercer toutes activités connexes, à cet objet.

Art. 2. — Les éléments d'actif achetés par l'Etat à la société anonyme Agence Havas en exécution de la loi du 27 septembre 1940 sont mis à la disposition de l'office.

Art. 3. — L'office français d'information est administré, sous l'autorité du secrétaire d'Etat chargé de l'information par un directeur général assisté de deux conseils : le conseil de rédaction, chargé de donner son avis sur les questions intéressant la politique nationale ou internationale ; le comité de gestion, chargé de donner son avis sur les questions d'ordre administratif, technique et financier.

Sous les ordres du directeur général, sont placés un directeur de la rédaction et un directeur de l'administration.

Art. 4. — Le conseil de rédaction comprend sept membres, savoir :

Le directeur général de l'office, président ;

Le directeur de la rédaction ;

Un représentant du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil ;

Un représentant du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ;

Un représentant du secrétaire d'Etat à l'intérieur ;

Un représentant du secrétaire d'Etat aux finances ;

Un représentant du secrétaire d'Etat aux colonies.

Art. 5. — Le comité de gestion comprend sept membres, savoir :

Le directeur général de l'office, président ;

Le directeur de l'administration ;

Le secrétaire général de l'information ;

Un représentant du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ;

Un représentant du secrétaire d'Etat aux finances ;

Un représentant du secrétaire d'Etat aux communications ;

Un représentant du secrétaire d'Etat à l'intérieur.

Le contrôleur financier de l'office français d'information a accès aux réunions du comité et peut y présenter toutes observations qu'il juge utiles.

Art. 6. — Le contrôle financier de l'office français d'information est exercé dans les conditions fixées par le décret du 25 octobre 1935 et les textes subséquents sur le contrôle financier des offices et établissements publics.

Art. 7. — Le budget de l'office français d'information est soumis à l'approbation du secrétaire d'Etat aux finances.

Art. 8. — Il est attribué à l'office français d'information une subvention dont

le montant est fixé chaque année par la loi de finances.

Art. 9. — Un décret contresigné du secrétaire d'Etat chargé de l'information et du secrétaire d'Etat aux finances déterminera les conditions de fonctionnement de l'office.

Art. 10. — Le présent acte sera publié au Journal officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 25 novembre 1940.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le vice-président du conseil, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,

PIERRE LAVAL.

Le ministre secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

PAUL BAUDOUIN.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,

MARCEL PEYROUTON.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
YVES BOUTHILLIER.

LOI relative au contrôle des prix en Algérie.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1^{er}. — L'article 77 de la loi du 21 octobre 1940, modifiant, complétant et codifiant la législation sur les prix est modifié ainsi qu'il suit :

« Un arrêté du gouvernement général de l'Algérie déterminera les conditions d'application de la présente loi en Algérie ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au Journal officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 28 novembre 1940.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,

YVES BOUTHILLIER.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
MARCEL PEYROUTON.

LOI tendant à proroger jusqu'au 31 mars 1941 et à modifier les dispositions de la loi du 20 octobre 1940.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1^{er}. — Le premier alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 20 octobre 1940, relative aux modifications susceptibles d'être apportées à la situation contractuelle